

Un nombre record de 173 entreprises publient leurs données RH à une coalition d'investisseurs pesant 11 000 milliards \$

Paris, 24 mars 2022

Alors que des réglementations sont en discussion en Europe et aux Etats-Unis en matière de devoir de vigilance sur l'ensemble de la chaîne de valeur des entreprises, le degré de préparation des plus grands employeurs mondiaux varie considérablement en fonction des régions. 82 % des entreprises interrogées par la Workforce Disclosure Initiative (WDI) déclarent réaliser une enquête de diligence raisonnable en matière de droits humains en Europe, contre 63 % seulement aux États-Unis¹. Les grandes sociétés opérant et commerçant au sein de l'UE s'exposent alors à un risque juridique imminent. Cette lacune peut également créer un risque opérationnel sous-jacent, et un risque de réputation qui menace de coûter à l'entreprise son acceptabilité sociale.

Dès lors, rien d'étonnant à ce que la majorité des lauréats de la deuxième édition annuelle des « Transparency Awards » de la WDI soient des entreprises européennes. Ces prix, décernés aujourd'hui à l'occasion d'une cérémonie en ligne, distinguent les entreprises à l'avant-garde en matière de transparence sur leurs politiques « capital humain » et pratiques du travail.

Lancée il y a six ans, la WDI est soutenue par plus de 65 investisseurs signataires qui représentent 11 000 milliards de dollars, parmi lesquels Abn-Amro, Amundi, Candriam et Sycomore Asset Management. En 2021, les entreprises cotées en Bourse ayant divulgué des informations sur leurs pratiques au travail via la WDI ont atteint le nombre record de 173, parmi lesquelles Microsoft, Tencent, Visa, Nestle ou encore LVMH.

Alors que les questions sociales et en particulier les conditions et modes de travail suscitent un regain d'intérêt depuis la pandémie, la WDI apporte une aide de plus en plus précieuse aux investisseurs confrontés à l'insuffisance de données disponibles. Les taux de réponse aux questions de l'enquête portant sur la gestion du personnel sont passés de 61 % en 2020 à plus de 75 % l'an passé.

En tant qu'investisseurs responsables et engagés, les signataires de la WDI encouragent les entreprises à améliorer leurs pratiques et à être plus transparentes dans leur communication. En 2021, plus de 400 sociétés ont été sollicitées par les signataires afin qu'elles reportent à la WDI (63 % de plus qu'en 2020) : une démarche couronnée de succès car deux fois plus d'entreprises ont répondu à l'appel.

19 des plus grands groupes français ont communiqué leurs données à la WDI en 2021, parmi lesquels Vinci, Orange, Kering et TotalEnergies. Cette année, la WDI bénéficie du soutien du Forum de Paris sur la Paix, ce qui devrait permettre de solliciter un plus grand nombre d'entreprises françaises, notamment celles du CAC 40.

Bien que les entreprises soient nombreuses à reconnaître l'intérêt d'améliorer la collecte de données sur leurs politiques et pratiques du travail et de reporter à la WDI, certaines ne répondent toujours pas à l'enquête. Ceci s'explique essentiellement par le phénomène appelé « Survey fatigue », qui se traduit par une certaine forme de lassitude éprouvée à l'idée de remplir un énième questionnaire. La deuxième raison partagée est celle d'être suffisamment transparent dans leurs propres publications par ailleurs. Pourtant, une analyse conduite par la WDI en 2021 révèle que le niveau considéré comme « suffisant » par les entreprises n'est pas toujours à la hauteur des attentes des investisseurs, des régulateurs et des parties prenantes. En effet, les entreprises qui reportent à la WDI divulguent en moyenne 2,5 fois

¹ Analyse des 173 entreprises qui ont répondu à l'enquête 2021 de la WDI.

plus d'informations que sur leur site ou dans leurs rapports annuels, ce qui démontre le rôle majeur de la WDI dans la diffusion des données sur la gestion du capital humain.

« Chez Sycomore AM, l'analyse du capital humain est un aspect-clé qui prime avant toute décision d'investissement. Nous devons disposer d'un ensemble très détaillé d'informations sur les pratiques sociales des entreprises, et celles-ci sont très difficiles à obtenir, en particulier en dehors de France où la réglementation en la matière est moins avancée. De plus, les entreprises manquent souvent de références ou de normes régissant les bonnes pratiques du reporting social. Grâce à l'enquête de la WDI, nous faisons d'une pierre deux coups : nous pouvons orienter les entreprises vers les meilleures pratiques de transparence, et obtenir les données dont nous avons besoin pour nos décisions d'investissement et notre engagement. C'est un atout de plus en plus important au regard des exigences de la taxonomie sociale à venir et dans un secteur où se développent les fonds à thématique sociale, comme Sycomore Europe Happy@Work, souligne Sabrina Ritossa Fernandez, analyste ESG chez Sycomore AM.

Pour toute demande d'informations complémentaires ou d'entretiens, merci de contacter

Conor Quinn, Media Communications Manager, ShareAction
conor.quinn@shareaction.org +44 (0)7444 696 214

Laura Barkatz, Relations Presse, Steele&Holt
laura@steeleandholt.com +33 (0)6 58 25 54 14

A propos de la WDI

A ce jour, les initiatives de reporting des entreprises n'ont pas pu générer des données pertinentes et comparables sur leurs effectifs, à grande échelle. La Workforce Disclosure Initiative (WDI) a été lancée en 2016 afin de remédier à cette situation. En renforçant le volume et la qualité des données portant sur les structures de gouvernance des effectifs, la gestion des risques, la santé et la sécurité, et les autres pratiques associées, la WDI permet aux investisseurs de pousser les entreprises à améliorer leurs politiques et leurs pratiques.

Le WDI est géré par ShareAction et financé en partie par nos investisseurs signataires.

A propos de ShareAction

ShareAction est une ONG militante axée sur la recherche, qui invite le secteur mondial de la gestion d'actifs à assumer ses responsabilités, ainsi que les impacts sur les individus et la planète, et à utiliser sa force de frappe pour créer une société plus écologique, plus équitable et plus saine.

Nous souhaitons que dans le monde de demain, le système financier alimente le progrès social. Depuis 15 ans, ShareAction a porté la notion de responsabilité au cœur de la gestion traditionnelle, grâce à son travail de recherche, ses actions militantes, ses plaidoyers politiques et la mobilisation du public. En nous appuyant sur les outils à notre disposition et sur notre expertise, nous influençons les grands investisseurs et les sociétés dans lesquelles ils investissent, dans le but d'améliorer les normes et les conditions de travail, de lutter contre la crise climatique et se s'atteler aux enjeux de l'inégalité et de la santé publique.